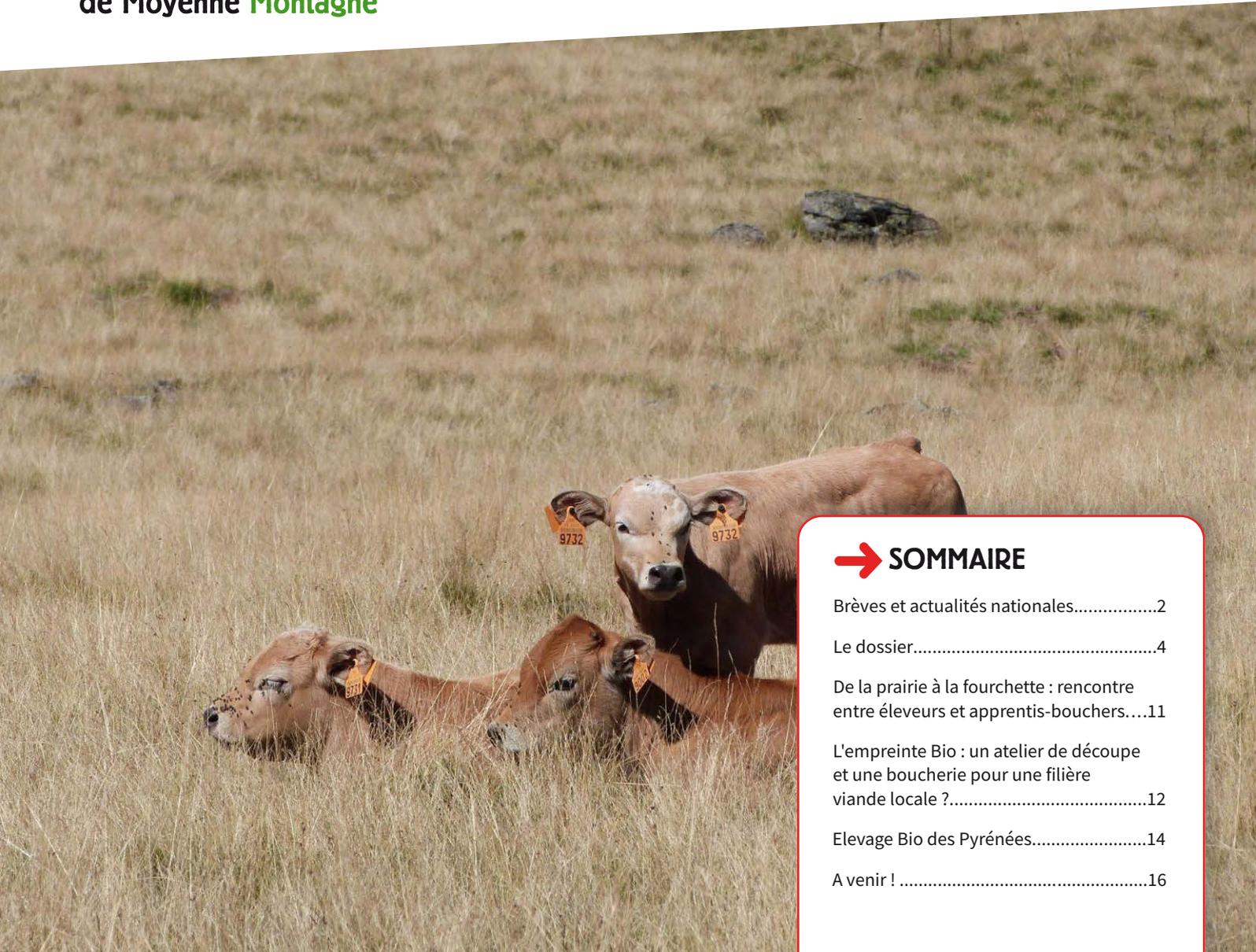




Agriculture Durable
de Moyenne Montagne

Le bulletin de **L'AGRICULTURE DURABLE** de moyenne montagne

N°11 - JUILLET 2022

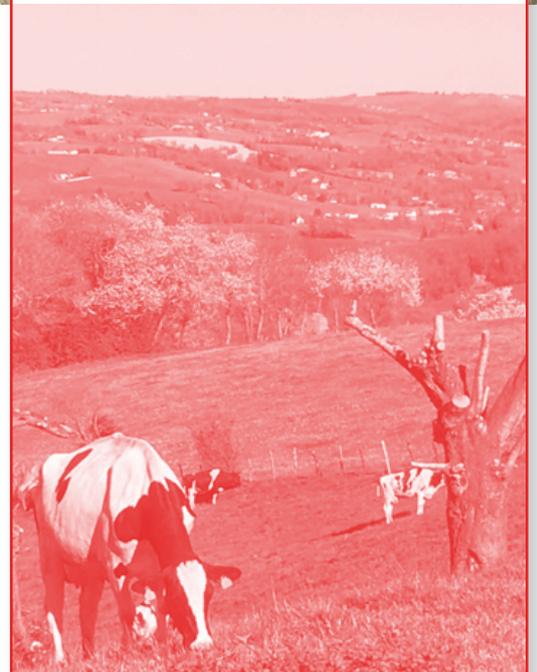


→ SOMMAIRE

Brèves et actualités nationales.....	2
Le dossier.....	4
De la prairie à la fourchette : rencontre entre éleveurs et apprentis-bouchers....	11
L'empreinte Bio : un atelier de découpe et une boucherie pour une filière viande locale ?.....	12
Elevage Bio des Pyrénées.....	14
A venir !	16

→ LE DOSSIER

L'élevage en Massif Central face aux enjeux climatiques, sociétaux et territoriaux



→ LES BRÈVES

→ APABA en Aveyron : À la conquête de l'autonomie protéique

Avec le lancement de CapProtéines dans le cadre du Plan France Relance, l'APABA accompagne depuis 2021 des éleveurs dans la conquête de leur autonomie protéique. En plus d'un suivi individuel qui continue sur 2022, cette action répond à deux objectifs à l'échelle nationale :

- Accroître la production de protéines en élevage grâce à des prairies à base de légumineuses.
- Valoriser en élevage les tourteaux et graines d'oléo protéagineux produits en France.

Ce projet national implique 330 fermes pilotes, 21 sites expérimentaux et 19 fermes de lycées agricoles.

→ ADAPA (Limousin) : Continuité des Milieux Ouverts Herbacés

Le protocole de suivi des parcelles de pâturage avec le Conservatoire Botanique du Massif Central continue ! L'objectif : identifier l'influence des pratiques de pâturage dans leur diversité sur la flore.

Pour aller plus loin vers l'interconnaissance entre agriculteurs, chercheurs et botanistes, deux rencontres ont été organisées le 8 mars et le 3 mai afin de partager ce que chacun comprend du fonctionnement des prairies naturelles.

→ FRCIVAM Occitanie et APABA : Vignobles confidentiels

Le Réseau CIVAM, la FR CIVAM Occitanie et l'APABA souhaitent organiser un séminaire de 2 jours autour des "vignobles confidentiels" début 2023. Ceci pour mettre en avant les très petits vignobles (quelques hectares), que sont les nouveaux vignobles comme en Île-de-France ou en Normandie, mais aussi certains vignobles anciens (Lozère, Bretagne, Aveyron). Un temps de rencontre a été organisé le 12 avril pour commencer les préparatifs.

→ Solagro : Comment prendre en compte le changement climatique en agriculture ?

Comment prendre en compte le changement climatique en agriculture ?

À cette question, le portail web CANARI apporte sa contribution. Lancé officiellement en 2022, cet outil gratuit permet de visualiser rapidement en ligne plus d'une centaine d'indicateurs agro-climatiques couvrant les besoins des différentes filières agricoles.

Combinant approches multi-modèles et multi scénarios (RCP 4,5 et 8,5 du GIEC), avec une entrée cartographique, cet outil permet de construire une démarche d'adaptation au changement climatique pour les agriculteurs. Pour en savoir plus : <https://canari-agri.fr>.

→ ADDEAR de la Loire : Des éleveurs-cueilleurs dans le Forez

La myrtille sauvage est emblématique du Massif Central et le maintien des milieux ouverts dépend directement de la présence de l'élevage. Et si cette dépendance était réciproque ?

Plus que jamais, la belle bleue pourrait diversifier les fermes et apporter un complément de revenu. Depuis 2019, un collectif des Monts du Forez émerge pour comprendre les pratiques qui lui sont favorables (influence du pâturage, de la cueillette, entretien, etc), transmettre les savoirs qui lui sont associés et faire (re)connaître la place de cette ressource pour nos montagnes.



→ FR Civam Auvergne : Se diversifier en arbres fruitiers en moyenne montagne

3 rencontres autour de la diversification en arbres fruitiers en Moyenne Montagne en Auvergne. Les temps ont permis d'aborder les aspects entre autres de taille, de greffage, de maladies, de variétés adaptées, de commercialisation et débouchés. Les premiers retours des participants montrent à quel point le sujet est vaste et demande à être approfondi. Nous savons que nous nous retrouverons en fin d'automne pour des plantations. Mais il semble au vu de toutes les interrogations et les besoins que nous serons amenés à nous revoir encore sur d'autres aspects.

Les derniers chiffres du recensement agricole 2020, quels enjeux pour la montagne ?

Les premiers résultats du recensement agricole 2020 sont arrivés le 10 décembre dernier.

Sans surprise, en 10 ans, le territoire national a perdu 100 000 agriculteurs, surtout dans le rang des élevages (-31% des fermes spécialisées en lait et/ou viande) au profit des grandes cultures (29% des exploitations françaises) et de la viticulture (15%) en tête. Un enjeu prégnant pour les territoires de montagne donc puisqu'ils restent encore largement spécialisés dans les productions animales.

Les fermes s'agrandissent (69 hectares en moyenne) mais avec de grandes inégalités territoriales puisque l'on compte encore 28% de micro-exploitations (12 ha en moyenne et 25 000 € de chiffre d'affaire par an) et à peu près autant de petites exploitations (48 ha et moins de 100 000 € de CA) que l'on rencontre majoritairement dans les systèmes de montagne.

Les chiffres spécifiques à la montagne sont encore indisponibles mais les derniers recensements agricoles nous apprennent quelques tendances qu'il sera bon de mettre en perspective avec les données 2020 :

- 1 ferme sur 6 était en territoire de montagne
- On y trouvait davantage de jeunes agriculteurs qu'en plaine et plus d'installations aidées
- 13% des exploitations d'élevage de montagne utilisaient des pacages collectifs (donnée collectée pour la première fois en 2010).
- 30% des fermes de montagne produisaient sous signe officiel de qualité.
- Viticulture mise à part, les fermes de montagne transformaient plus que leur consoeur en plaine et vendaient également plus en circuits-courts.
- 20% des fermes dont l'exploitant le plus jeune était âgé de 55 ans au moins n'avaient pas de successeur identifié.

Le massif central regroupant plus de la moitié des exploitations (56%) et 62% de la SAU des zones de montagne françaises, ses statistiques sont assez proches de celles énumérées ci-dessus. Hormis pour le nombre de fermes ayant recours aux pacages collectifs (seulement 4%).

Orlane Leu, salariée Réseau CIVAM



→ LE DOSSIER

L'élevage en Massif Central face aux enjeux climatiques, sociétaux et territoriaux

L'agriculture du Massif Central fait face, aujourd'hui, à l'évolution de son contexte agro-climatique, économique et sociétal. Face à ces enjeux, quelles sont les pistes d'adaptations sur son exploitation face aux aléas climatiques ? Comment répondre aux demandes sociétales toujours plus exigeantes tout en maintenant la durabilité de sa ferme ? Comment penser l'avenir dans 10 ou 20 ans ? Un dossier pour apporter quelques clés de lecture.

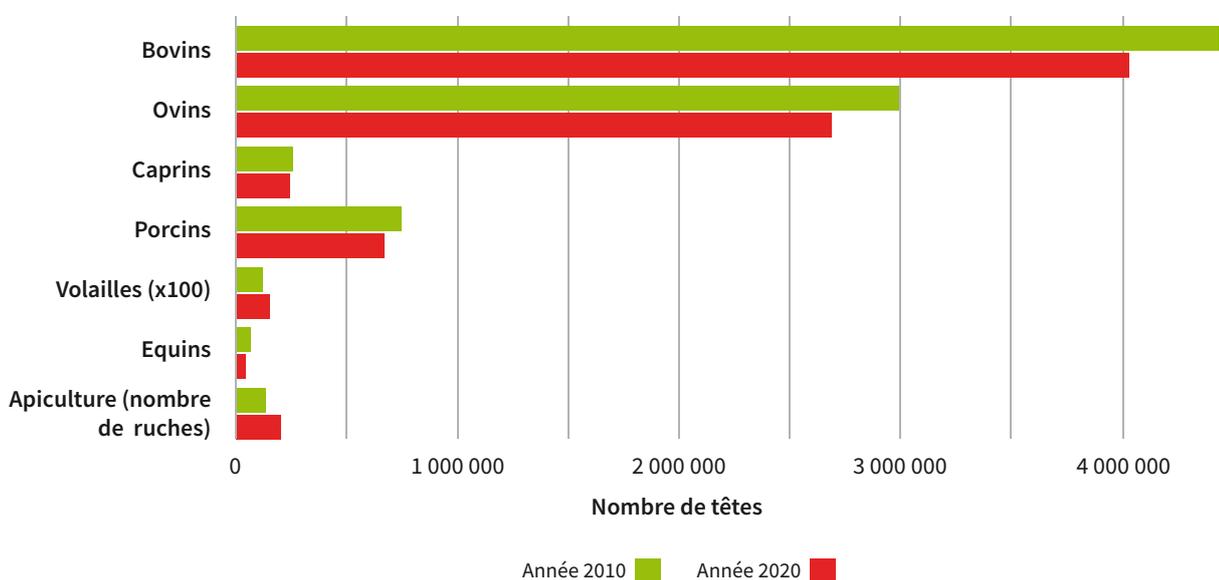
Des atouts incontestables mais quel avenir de l'élevage à l'herbe en Massif central ?

Principale zone d'élevage de ruminants en France de par son contexte géomorphologique, le Massif Central est caractérisé par la présence de la prairie permanente et temporaire qui représentent 81 % de sa surface utile en 2020. Un territoire qui est marqué également par le pastoralisme. Bien que l'élevage contribue aux émissions de GES, ces espaces pastoraux et de prairies jouent un rôle majeur face à la lutte contre le changement climatique, notamment grâce à son important puits de carbone.

Ils constituent aussi un moyen essentiel pour le maintien des paysages ouverts.

Malgré ses nombreux atouts et une production de viande et de lait souvent de haute qualité, l'avenir de l'élevage à l'herbe reste incertain. En effet, la diminution des exploitations et du cheptel (cf encart 1), une trop faible valorisation économique des productions, l'évolution des habitudes alimentaires, la contestation de la consommation de viande, l'influence des marchés internationaux, des aléas climatiques de plus en plus marqués, sont autant de paramètres qui complexifient la pérennité des fermes d'élevage sur le long terme.

Répartition des cheptels par catégorie en nombre de tête au Massif Central



Evolution des exploitations orientées en élevage bovin - DRAAF Auvergne Rhône Alpes

Nombre d'exploitations orientées en élevage bovin (22 dépts du MC)	2010	2020	Taux d'évolution en %	% dans le total des exploitants du MC
Elevage bovin-viande	25 120	20 120	-20	35%
Elevage bovin-lait	8 455	5 474	-35	10%
Polyculture, poly-élevage	6 244	4 595	-26	8%
Elevage bovin mixte	3 291	2 462	-25	4%
Total élevage bovin	43 110	32 651	-24	57%
Total exploitations	72 787	57 036	-22	
Nombre d'exploitations possédant des bovins (22 dépts du MC)	45 186	34 089	-25	60%
Nombre total d'exploitants et co-exploitants 22 dépts	89 602	74 868	-16	

📌 Des études prospectives pour anticiper le devenir des élevages de ruminants à l'herbe

Face à ces constats, plusieurs études prospectives des filières viande de ruminants et laitières, à l'échelle du Massif Central mais aussi plus largement à l'échelle nationale ou européenne, ont vu le jour afin d'évaluer les moyens d'anticipation et d'adaptation à ces évolutions.

4 grandes tendances types peuvent être déterminées.

- **des scénarios tendanciels** où les forces en présence restent à peu près les mêmes qu'aujourd'hui. Le scénario tendanciel sert parfois de référence, de témoin pour comparer les impacts des scénarios entre eux : si on ne change rien, il se passe quoi ?
- **des scénarios technologiques** basés sur les usages des technologies et les initiatives d'entreprises individuelles : ces scénarios sont parfois poussés à l'extrême pour évaluer leurs risques, d'autres restent réalistes. Mais tous sont basés sur le pari technologique des innovations numériques ou non. Ces scénarios sont souvent combinés avec un libéralisme exacerbé.
- **des scénarios centrés sur les dynamiques sociales** avec deux sous-catégories « consommateur » ou « acteurs locaux » : le consommateur qui est au centre du scénario et les acteurs locaux souvent régionaux qui s'organisent au niveau d'un territoire. Ces scénarios misent souvent sur l'agroécologie et la montée en gamme des différentes productions agricoles par les SIQO (Signes Officiels de la Qualité et de l'Origine).

- **des scénarios centrés sur les modes de production** avec comme base l'agroécologie, l'agriculture biologique : ces scénarios modélisent finement les impacts sur les productions et les assolements en tenant compte d'autres paramètres comme la balance commerciale et les consommations alimentaires et énergétiques.

Quoi qu'il en soit, il convient de trouver de nouvelles formules pour les élevages de ruminants à l'herbe. De fait, l'ensemble des prospectives montrent une diminution de la consommation de viande dont certaines estiment une baisse de - 30% en moyenne et une certaine difficulté à ouvrir des débouchés à des prix rémunérateurs, même pour des productions haut de gamme (CGAEER, 2019).

Quelles seraient alors les voies possibles pour la valorisation des élevages de ruminants à l'herbe en Massif Central ? En premier lieu, il est nécessaire de valoriser et reconnaître les services environnementaux rendus par ces systèmes d'élevage en cohérence avec les objectifs des projets agricoles et alimentaires de territoire. Les possibilités de valorisation sont multiples : maintien des prairies, puits de carbone dans les sols essentiel à la neutralité carbone, des systèmes favorisant le pâturage, maintien et entretien des paysages permettant la diminution des feux de forêts, diminution des pollutions diffuses des eaux pour les filières allaitantes, amélioration du bien-être animal, conservation de la biodiversité, préservation des races et des savoirs faire, etc.



👉 L'élevage de ruminants à l'herbe face au changement climatique

À cheval sur plusieurs régions et considérée comme une

zone montagneuse, il existe une grande variabilité spatiale et temporelle des paramètres climatiques sur la zone Massif Central. Cette entité géographique subit d'ores et déjà les conséquences de ces évolutions.

Évolution climatique entre 2000 et 2050 – Projet AP3C, Sidam, 2021

Température	Hausse de la température comprise entre 0,35 et 0,40 °C par décennie en moyenne annuelle, plus marquée au printemps jusqu'à 0,55 °C par décennie Augmentation de la variabilité des températures avec maintien du risque de gels tardifs de printemps Diminution sensible du nombre de jours de gel hivernal
Pluviométrie	Maintien du cumul de pluviométrie annuel, mais modification dans la distribution des pluies, avec un cumul en baisse au printemps et en hausse à l'automne
Évapotranspiration	Cumul annuel en hausse notamment en plaine où il peut augmenter de 15% entre 2000 et 2050, principalement sur l'été et le printemps
Bilan hydrique	Le bilan hydrique est le résultat de la comparaison du total des précipitations et de l'évapotranspiration potentielle. Le projet AP3C estime une dégradation de l'ordre de 100 mm entre 2000 et 2050 sur le Nord-Ouest du Massif, jusqu'à 250 mm/50 ans sur le sud du massif, notamment les mois de printemps et d'été

Plusieurs démarches, observatoires et outils existent pour visualiser les évolutions climatiques sur des pas de

temps de 30 ans et proposer des indicateurs agro-climatiques (IAC) spécifiques aux filières agricoles.

Des outils à disposition à l'échelle France, Massif Central et localisé

Les sites web	Les observatoires	Les démarches
Climat HD - Météo france	L'Observatoire National sur les Effets du Changement Climatique (ONERCC)	Projet AP3C à l'échelle Massif Central porté par le Sidam
Le portail DRIAS – les futurs du climat - Météo france	L'Observatoire Régional des Effets du Changement Climatique (ORECC) - AURA	Climat XXI à l'échelle départementale porté par les chambres d'agriculture
La plateforme AWA liée au projet Agriadapt	L'Observatoire Pyrénéen du Changement Climatique	Projet ADMM (Agriculture Durable de Moyenne Montagne) porté par les Civam et Ardear
Le portail web CANARI porté par Solagro	ORACLE porté par les Chambres régionales d'agriculture	

Les projections au travers des IAC montrent par exemple que la pousse de l'herbe sera marquée par un cycle de végétation plus précoce, des fortes chaleurs qui stopperont la pousse de l'herbe en été et impacteront les animaux, des températures automnales favorables aux prairies, de nouvelles pratiques culturales avec des dates de mise à l'herbe et des dates de récoltes plus précoces. Les fortes températures d'été induiront un fort besoin d'affouragement.

Face à ces constats plusieurs pistes émergent :

- Semer des mélanges avec implantation de prairies

sous couvert pour limiter l'évapotranspiration,

- Adapter le fonctionnement du système dans son ensemble avec une augmentation du ratio stock/pâturage,
- Développement du pâturage tournant, déplacement des dates de vèlages, évolution des assolements, hausse des capacités de stockage, plantation d'arbres et de haies, etc.

L'adaptation au changement climatique fera donc appel à une approche systémique et une grande diversité de leviers et nécessite de bien comprendre la vulnérabilité de chaque exploitation face au changement climatique.

→ LE DOSSIER : L'élevage en Massif Central face aux enjeux climatiques, sociétaux et territoriaux

Grâce aux indicateurs agro-climatiques, les agriculteurs pourront mieux appréhender les aléas climatiques auxquels les fermes seront soumises dans un futur proche. Ces IAC sont un support essentiel afin de mieux accompagner les acteurs agricoles pour définir des stratégies d'adaptation sur le long terme.

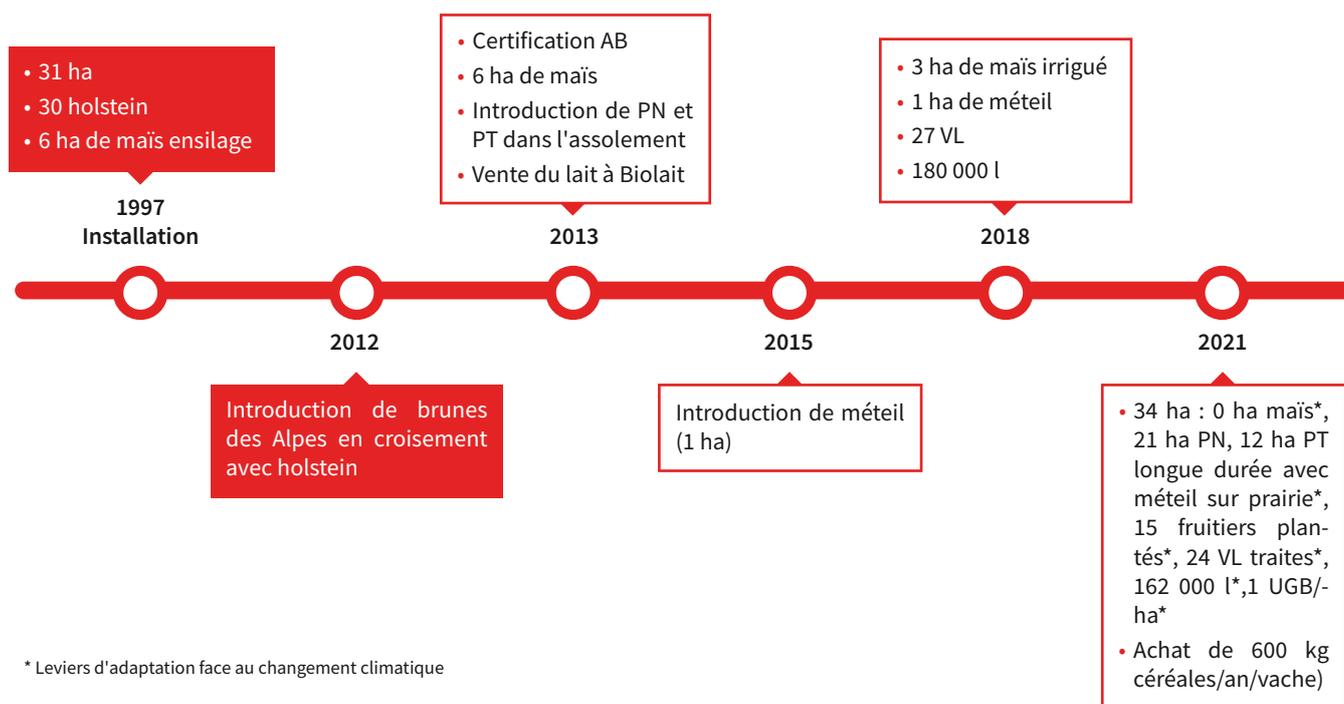
Une piste déjà appliquée par les éleveurs du réseau ADMM pour assurer la durabilité économique est de diversifier autant que faire se peut son système et ses productions.

📌 Faire évoluer son système face au changement climatique : portrait de la ferme laitière de Laurent Vaissière dans le sud Cantal

Laurent s'est installé en 1997 sur la ferme familiale à Maurs, à 400 m d'altitude. La ferme n'a quasiment pas évolué en surfaces, misant sur un système économe.

Laurent a malgré tout fait de nombreux changements qu'il poursuit encore à ce jour, de manière à pouvoir s'adapter aux aléas, qu'ils soient climatiques, économiques mais aussi humains.

Trajectoire de la ferme



📌 Quand le changement climatique accélère les prises de décision

À l'occasion d'un diagnostic Agriculture Paysanne réalisé par la Cant'ADEAR en 2018, Laurent a pu faire le point sur les atouts et faiblesses de sa ferme. Le diagnostic souligne des résultats économiques intéressants. En effet, cette année-là, la ferme dégage un revenu disponible de 33201 euros et, ramené à la surface, la création de richesse sur la ferme est élevée (EBE de 53616 euros avec des annuités de 20415 euros ; 27 % du chiffre d'affaires se retrouve dans le revenu disponible).

De plus, la taille de la ferme et un système extensif assurent à Laurent une qualité de vie qu'il place au rang des priorités.

Ce diagnostic révèle une marge de progrès en termes d'autonomie, notamment alimentaire pour le troupeau. Ce point est d'autant plus préoccupant que Laurent s'inquiète de la canicule et de la sécheresse qui touchent sa ferme et fragilisent les stocks.

Laurent observe : « La sécheresse, les coups de chaud, les températures peuvent monter assez vite, on peut avoir très chaud. On est sur des sols schisteux, des terres filtrantes.

Avant, c'était sec en juillet jusqu'au 15 août ; au 15 août, souvent le temps se détraquait un peu, on chopait des orages, maintenant ça arrive à être sec, même l'automne. Le vent aussi, il a changé un peu de direction. À l'automne, le vent de Sud-Est, il soufflait 2 jours et il pleuvait. Ce vent-là, j'ai remarqué qu'on l'a moins et quand il souffle, il n'amène pas la pluie... »

Face à ces constats et conscient de ses marges d'évolution en autonomie alimentaire, Laurent envisage alors une série de « leviers d'adaptation » pour résister face aux aléas, à commencer par le premier aléa préoccupant : la canicule doublée de sécheresse estivale.

Soucieux de développer des cultures résistantes à la sécheresse et de limiter sa consommation d'eau sur la ferme, Laurent a progressivement diminué le maïs dans la ration des vaches laitières pour finalement, en 2021,

ne plus en donner du tout. « Avec du maïs, il faut du soja, il faut mettre en culture au printemps, on remet en culture à l'automne. Ça fait beaucoup de travail, de charges et l'été des fois, il fallait arroser.

Maintenant, en hiver, il n'y a pratiquement que du foin et un peu d'enrubannage du 15 décembre au 15 janvier. Ce sera 100% pâture à partir du mois d'avril. (...) Je vais vers la simplicité. Quand je parle de simplicité, par exemple, je mets des bottes dans le râtelier, elles se servent. Il n'y a pas besoin d'une dérouleuse, une désileuse, une mélangeuse, il n'y a pas de tracteur attelé tout le temps à ce genre d'outils ».

Le revenu de Laurent n'est plus tributaire du prix des intrants : « Économiquement, ce choix s'est révélé bon. On a tellement diminué les charges que, finalement, même en produisant moins, on s'en sort mieux (ndlr : à prix de vente du lait constant) ».

➤ Organiser la gestion du troupeau en adéquation avec la ressource

- Adapter la race : Les brunes sont plus rustiques, elles valorisent mieux les fourrages grossiers et supportent mieux la chaleur que les holstein.
- Gérer au mieux les prairies : « Je trouve que l'herbe c'est pas si simple que ça parce qu'il faut anticiper des choses. Il faut faire rentrer au bon moment, il faut sortir au bon moment pour pas qu'elles rasant trop non plus. Il faut arriver à garder des prés de fauche. Il faut aussi anticiper par rapport au climat ; ici au mois de juin, à partir de juin-juillet, il peut faire 40 °C, donc ça grille vite. C'est l'aspect climat aussi qui va avoir une grosse influence. »
- Économiser la ressource en réduisant le renouvellement : La ferme compte 30 vaches et Laurent en traite 24 en moyenne. Pour le renouvellement, il y a 3 – 4 génisses par an de gardées. « Le fait d'avoir diminué le taux de renouvellement, ça libère des surfaces quelque part, c'est l'avantage. »
- Réduire les besoins en été : Le gros du tarissement se fait en été lorsque l'herbe peut venir à manquer. Les besoins sont ainsi limités et les vaches peuvent réduire leur consommation en fonction de la ressource disponible.
- Des vaches « peu poussées » : Laurent explique comment les évolutions de son système lui ont permis de s'adapter au manque de ressource en cas d'aléas. « Produire moins pour moi et produire moins pour un autre, c'est pas pareil ; celui qui est à 12000 l, il veut pas se retrouver à 6000 l. Mais moi de 6500, si je baisse de 500 l, peut-être que ça ne sera pas dramatique ; peut-être que je peux l'accepter plus facilement qu'à une époque en tous cas, ou que certains. ».



➤ Planter des haies fruitières

Pour assurer un meilleur confort pour les animaux l'été et développer la biodiversité, Laurent a commencé en 2019 à planter des arbres fruitiers (cerisiers, poiriers, pommiers). Cette future production offre de surcroît une perspective de diversification de la ferme.



↘ Échanger et expérimenter en collectif

Pour continuer à améliorer sa technicité dans la conduite de ses prairies, Laurent suit, avec un groupe de fermes de son secteur et la cheffe d'exploitation du Lycée Agricole d'Aurillac, des formations dispensées par le Conservatoire Botanique National du Massif Central. Ces rencontres mettent l'accent sur l'intérêt de maintenir une diversité floristique dans les prairies pour assurer une souplesse d'exploitation face aux aléas climatiques.

Avec ce groupe et avec l'appui de la Cant'ADEAR à l'animation, ils ont constitué un GIEE (Groupement d'Intérêt Économique et Environnemental). La ferme de Laurent sera prochainement support d'une expérimentation de récolte de graines sur une prairie naturelle et de réensemencement sur des prairies appauvries en flore. « Après une année de sécheresse, à l'automne, si on a notre petite banque de semences, on va recharger la prairie et puis ça repart avec les mêmes flores qu'on avait ; peut-être qu'elles se perdront moins, c'est une façon de garder une di-

versité. C'est ça qui m'intéresse, pour expérimenter ça et peut-être essayer d'autres choses. Il y a deux ans, par exemple, j'ai fait du Colza sur une prairie naturelle ; elle était complètement grillée la prairie, j'ai pris mon semoir, j'ai semé du Colza dedans ; ça avait très bien marché à l'automne, et après la prairie, elle est revenue d'elle-même. »

De même, plusieurs éleveurs, dont Laurent, se lancent cette année dans des expérimentations de mise en place de préparations biodynamiques afin d'observer si, sur le long terme et toujours en lien avec les aléas climatiques, la résistance des plantes face aux aléas s'améliorent. « Comme on le fait à plusieurs, c'est toujours plus motivant parce que si ça marche pas chez moi et que ça marche chez un autre, ça encourage à recommencer, à dire peut-être que l'année prochaine ça marchera mieux. »

Maxime Moncamp, Chargé de projets Solagro et Coline Le Deun, animatrice Cant'ADEAR



→ ZOOM SUR DEUX INITIATIVES

Pour mieux maîtriser la qualité et la chaîne de valeur, des éleveurs d'ADMM explorent différentes stratégies pour vendre localement. En boutique, par colis ou encore via des boucheries, un acteur reste central : le boucher. Il peut soit être un intermédiaire avec lequel les éleveurs négocient, soit être un prestataire ou un salarié des éleveurs. Un voyage entre Corrèze et Hérault illustre ces deux alternatives.

De la prairie à la fourchette : rencontre entre éleveurs et apprentis-bouchers

Depuis 2018, l'ADAPA organise en partenariat avec le CFA de Tulle, des journées de découpe avec les élèves en Brevet Professionnel Boucher (BP). L'objectif ? Réconcilier deux professions complémentaires, travailler une viande engraisée à l'herbe et s'interroger ensemble sur les critères de qualité d'une carcasse.

Mardi 29 mars au matin, les quinze étudiants BP se réunissent dans la salle de découpe du CFA. La veille, ils ont prédécoupé la carcasse et établi, avec leur professeur Alexandre Floret, le plan de découpe de la bête. C'est une vache de réforme Bretonne Pie Noir, âgée de 9 ans, abattue une semaine plus tôt, classée O-3 pour un poids carcasse de 222,7 kg.

Les étudiants ne savent rien encore de la provenance de la vache, de son alimentation et de son mode d'élevage. Charline, l'éleveuse, expose ses attentes : la bête est destinée à la vente directe par colis.

La découpe démarre, les étudiants sont surpris : la carcasse est anormalement petite, le gras trop jaune et parfois huileux ne se tient pas bien, les vertèbres sont très serrées, la chair est ferme. Des hypothèses sont émises : *“la vache a sans doute été nourrie au maïs pour avoir cette couleur ; aux vues des différences entre les morceaux, les deux moitiés n'appartiennent peut-être pas au même animal”*.

Pour Charline, qui sous-traite habituellement la découpe de ses bêtes, observer le travail des futurs bouchers lui permet d'échanger avec eux sur l'organisation et la valorisation des morceaux au sein d'une carcasse. Au terme de la journée, le rendement carcasse est de 60%, quelques morceaux sont gardés pour la dégustation. Les apprentis recommandent de faire mûrir une semaine de plus la carcasse afin de faciliter sa découpe et améliorer sa tendreté.

Le jeudi suivant, c'est l'occasion pour Charline de présenter aux étudiants sa ferme et d'expliquer sa démarche. La vache abattue est une ancienne laitière, élevée au GAEC de la Tournerie en Haute-Vienne, qui rassemble 8 associés sur une centaine d'hectares. Destinée à produire du lait pour une transformation fromagère, cette vache a pâturé sur des prairies naturelles plutôt pauvres, des fonds humides et très peu de prairies temporaires. Nourrie presque exclusivement à

l'herbe et au foin, elle a périodiquement été complétée par un peu de méteil aplati lors des périodes de lactation. Tarie au milieu de l'hiver, cette bretonne a été engraisée à l'herbe et quelques pommes de terre. Le GAEC en AB élève un troupeau d'une quinzaine de mères dont ils gardent tous les veaux mâles pour les castrer et les engraisser en boeufs. Charline explique qu'en choisissant cette race rustique mixte, elle combine ses productions de lait et de viande, valorise très bien ses fonds humides et assure à son troupeau une meilleure résistance aux variations climatiques.

Les échanges avec les apprentis permettent de revenir sur certaines croyances : la couleur jaune du gras révèle une alimentation riche en caroténoïdes, des pigments présents principalement dans l'herbe verte. Les céréales comme le maïs en contiennent peu et les animaux les stockent mal. La couleur du gras est donc un bon indicateur pour connaître les modalités d'engraissement d'un animal. Par ailleurs, une carcasse entière présente souvent des variations qui s'expliquent ou pas par la vie de l'animal et ses habitudes propres. Les élèves exposent en parallèle leurs attentes vis-à-vis d'une carcasse. La priorité est mise sur l'apparence des morceaux en vitrine. Il faut que le gras soit blanc, cassant, la chair rouge et de préférence que ce soit une race à viande. Les qualités gustatives et nutritives de la viande, la provenance et l'alimentation de l'animal sont secondaires.

Place ensuite à la dégustation : entre côtes, basses côtes, steak, faux-filet, et tourne dos sont cuits et dégustés nature. Pour la majorité d'entre eux, la dégustation est une surprise.

De la part d'une réforme laitière, ils ne s'attendaient pas à avoir des morceaux aussi tendres, juteux et goûteux. Le gras jaune rencontre étonnamment du succès, certains étudiants le mange tout seul.

Néanmoins, les futurs bouchers seraient-ils prêts à présenter dans leurs étales une viande comme celle-ci ? Bien que déstabilisés par le résultat en bouche de la carcasse, la majorité d'entre eux ne voient pas comment valoriser en magasin un tel animal. **D'après eux, les standards actuels de boucherie et les exigences de la clientèle limitent les propositions de viande plus atypique.** Toutefois, certains reconnaissent des contradictions dans la boucherie actuelle et déplorent la perte

d'un savoir-faire du boucher qui allait auparavant chercher chez l'éleveur la bête qu'il souhaitait découper et vendre.

Sensible au mode d'élevage de Charline, la qualité et la cohérence d'une viande engraisée à l'herbe dans une ferme de proximité n'a pourtant pas échappé au groupe.

La richesse des échanges et les désirs des apprentis bouchers confirment une fois de plus l'intérêt et l'importance de ces temps d'interconnaissances. ■

Albane Stoffel, animatrice à l'ADAPA



© ADAPA

L'Empreinte Bio : un atelier de découpe et une boucherie pour une filière viande locale

Fin 2020, cinq éleveur.euse.s issu.e.s de quatre fermes de l'Hérault décident de se lancer dans une nouvelle aventure. Cela fait quelques années qu'ils se sont rencontrés au sein du Civam Empreinte. Et quelques autres années passées à faire les foins ensemble dans la plaine. Pour améliorer la qualité des produits finaux et continuer à maîtriser la chaîne de valeur, ils décident de monter un atelier de découpe et une boucherie attenante pour la vente en circuits de proximité et en direct.

À eux cinq, ils produisent de la viande issue d'élevages bovins, ovins et porcins, tous en plein air intégral et en bio. Les ruminants pâturent des garrigues, des pelouses, des landes à genêts, des tourbières, des landes à Cal-lunes, des sous-bois des avant-monts du Haut Languedoc, des Cévennes, les inter-rangs des vignes, etc. Les porcs, eux, sont nourris à base de sous-produits céréa-liers. Le partage des mêmes valeurs dans la façon d'éle-ver les animaux mais aussi de les valoriser, la confiance

mutuelle et le plaisir à travailler ensemble ont été des facteurs essentiels pour se lancer dans ce projet.

L'atelier, monté sous forme de société aux parts égale-ment réparties entre les 4 fermes, achète les carcasses aux éleveurs entre 7 €/kg pour du veau, du boeuf ou du porc noir, 8 €/kg pour du mouton ou de la brebis de ré-forme et enfin 12 €/kg pour de l'agneau. Les bénéfices de la société sont répartis en fonction des parts de cha-cun, indépendamment des volumes écoulés. Ce fonc-tionnement permet de soutenir l'installation de Pierre, éleveur de bovins depuis 3 ans seulement et membre du collectif.

Les carcasses sont livrées directement à l'atelier où les deux bouchers charcutiers salariés les prennent en charge. En termes de qualité, Paul et Guillaume sont très satisfaits : *“Je préférerais parfois un peu plus de gras, c'est plus vendeur.”* *“Les carcasses sont plus petites. Alors, forcément, cela demande plus de travail par kilo de*

viande". Mais, *"les clients ? On a des morceaux parfois moins "présentables" qu'en boucherie classique. Mais une fois qu'ils ont goûté, ils comprennent. Depuis l'ouverture en juin 2021, la clientèle ne diminue pas et on a du mal à fournir."* Et puis les éleveurs proposent de la diversité : des produits issus de la race Galloway, des croisements avec de l'Angus, bientôt avec du Wagyu, de l'Aubrac, croisée ou non avec des charolaises. *"Les clients prennent ce qu'il y a. Et puis, s'ils veulent un morceau précis, à certaines périodes ou selon les saisons, ils savent qu'il n'y a pas les mêmes produits ou qu'il faut commander. Contrairement aux boucheries où on a pu faire nos apprentissages, ici, on ne commande pas des quartiers, mais on travaille des bêtes entières. Ca aussi, les clients le comprennent"*.

En plus de la vente sur place, l'atelier de découpe peut fournir des petites cantines scolaires, des restaurants ou des magasins alimentaires. Les cinq éleveurs imposent des prix de revente raisonnables pour garantir l'accessibilité à une viande de qualité. L'atelier peut aussi réaliser des prestations de découpe pour d'autres éleveurs. Néanmoins, en un an, tout n'a pas encore pu être mis en place.

Pour Marion, éleveuse de porcs noirs et de vaches Galloway en GAEC avec son père, cet atelier lui fait gagner un temps précieux et diminuer sa charge mentale : moins de temps à vérifier tous les morceaux à la sortie d'un atelier de découpe, pas de colisage comme en vente en caisse, un temps de vente réduit et mieux partagé

avec les autres éleveurs qu'en boutique. Et elle ne se retrouve jamais seule puisqu'il y a au moins les deux bouchers et l'apprenti sur place. Même pour ces derniers, les conditions de travail sont beaucoup plus agréables que dans leurs expériences passées car la logique économique est différente d'une boucherie classique.

De plus, outre une meilleure maîtrise des rendements à la découpe, Marion constate qu'on valorise mieux qu'en boutique : les bouchers peuvent tout utiliser, transformer et proposer une très grande variété de produits aux clients.

La situation centrale de l'atelier, à Faugères, par rapport aux éleveurs, le regroupement des livraisons de carcasses par l'abattoir et la vente par la boucherie attenante ont permis d'économiser du temps de transport et du carburant à chaque étape. La valorisation par la boucherie permet également une économie de plastique car les produits ne sont pas emballés sous vide.

Quant à la relation aux clients, si certains y étaient habitués dans leurs anciennes boutiques de producteurs, d'autres la redoutaient. *"Mais finalement, j'adore ça !"* conclut Jean Marie. Et un jour par semaine, plus un samedi par mois, ne lui paraissent pas trop lourds pour maintenir la boucherie ouverte toute la semaine, surtout grâce à la bonne ambiance de travail.



Élevage bio des Pyrénées

À l'image de ce qui a pu être fait il y a plus de 10 ans dans le Massif Central, les GAB et CIVAM des six départements pyrénéens – d'ouest en est : BLE CIVAM Pays-Basque, CIVAM Bio Béarn, GAB Hautes-Pyrénées, Bio Ariège-Garonne, BioCIVAM Aude et CIVAM Bio Pyrénées-Orientales – ont acté la création du Réseau de l'Élevage bio des Pyrénées pour formaliser une collaboration qui a lieu depuis plusieurs années déjà. Bien que diversifiés, les territoires pyrénéens sont confrontés à des problématiques communes et récurrentes : difficile valorisation des productions bio du massif, nécessaire adaptation des systèmes d'élevage au changement climatique, renouvellement des générations d'éleveurs en zone de montagne, etc.

Ce nouveau Réseau de paysans et de structures associatives aura vocation à défendre et représenter les spécificités pyrénéennes de l'élevage bio. Comme pour ADMM, l'objet est d'accompagner la transition agro-écologique des fermes du massif, de développer des solutions collectives de valorisation des productions et de diffuser de nouvelles connaissances adaptées aux spécificités de la montagne. Par ailleurs, un volet concerne l'installation-transmission et le renouvellement des générations d'éleveurs en zone de montagne. Ce travail est financé par le Commissariat de Massif des Pyrénées.

En point de départ, un diagnostic territorial des filières viandes bio mené en 2021 avec l'appui de l'INRAe a permis de poser les bases d'un travail collaboratif à l'échelle du massif en identifiant des pistes de travail prioritaires pour mieux valoriser et différencier les viandes bio, à savoir : développer l'offre de viande bio en boucherie traditionnelle et en restauration collective, et communiquer sur la viande bio des Pyrénées.

Si l'agriculture biologique représente déjà 26 % de la SAU et 16 % des fermes du massif, l'enjeu est de permettre un dépassement des clivages bios/non-bios en diffusant des pratiques issues de l'agriculture biologique pour qu'elles bénéficient au plus grand nombre. Un tra-

vail sur les stratégies d'optimisation des ressources herbagères des élevages en zone montagne a été entamé (sur fermes, en estives et zones intermédiaires), en lien avec l'engraissement mais aussi avec la mise en place d'outils de collaboration plaine-montagne pour la complémentation en céréales et en fourrages. Les autres chantiers du Réseau cette année concernent l'abattage mobile, la structuration de filières (viande et laine), le pastoralisme, la diversification des fermes, l'installation-transmission.

Mathieu Maury, éleveur ovin bio dans les Pyrénées-Orientales et président de Bio Occitanie (Fédération régionale des GAB et CIVAM bio) insiste sur la « pertinence d'un travail à l'échelle du massif pour trouver des solutions collectives à des problématiques partagées sur l'ensemble du territoire. Dans le contexte d'instabilité climatique, nous avons également intérêt à mutualiser nos forces avec les autres massifs pour trouver des solutions collectives innovantes qui seront indispensables à la durabilité de nos agricultures de montagne ». **Bientôt une rencontre inter-massifs ? ■**

Andréa Cassagnes, animatrice Bio CIVAM 11
et Julien Cantegreil, animateur GAB 6



A venir !

→ ÉVÉNEMENTS

Rencontres nationales "systèmes pâturants" des CIVAM

Fin octobre dans l'Hérault chez le CIVAM Empreinte

Éleveur.euse.s de ruminants de tous horizons, retrouvons-nous pour confronter nos systèmes aux défis des changements climatiques auprès de nos collègues pastoraux ! Renseignements : orlane.leu@civam.org

Séminaire du projet Transmission Past'Orale

22 septembre à Montpellier

Comment transmettre ou apprendre des gestes d'éleveur.euse et de berger.ère en système pastoral ? Bilan de 2 années de production de vidéos d'éleveurs en action et de leurs utilisations en formation agricole et en accompagnement technique d'éleveur. Renseignement : empreinte.civam@gmail.com

Séminaire sur l'abattage paysan / de proximité

Début novembre dans la Loire organisé par la Conf', la FADEAR et les Adears locales

Après le séminaire d'Apt de 2019, un nouveau temps fort pour faire un état des lieux des initiatives autour de la réappropriation des outils d'abattage et des solutions l'abattage mobile développées par les collectifs paysans en France.

Renseignements : pierre@addear42.fr

→ FORMATIONS

Améliorer le fonctionnement d'une installation de séchage en grange existante et maîtriser ses dépenses énergétiques

ADDEAR Loire - 10 oct 2022 | 1 jour

- Méthode pour quantifier et évaluer ces dépenses énergétiques (électricité) et la pertinence des améliorations possibles de son installation.
- Estimer le coût et évaluer la pertinence de la mise en place d'un projet photovoltaïque avec autoconsommation.

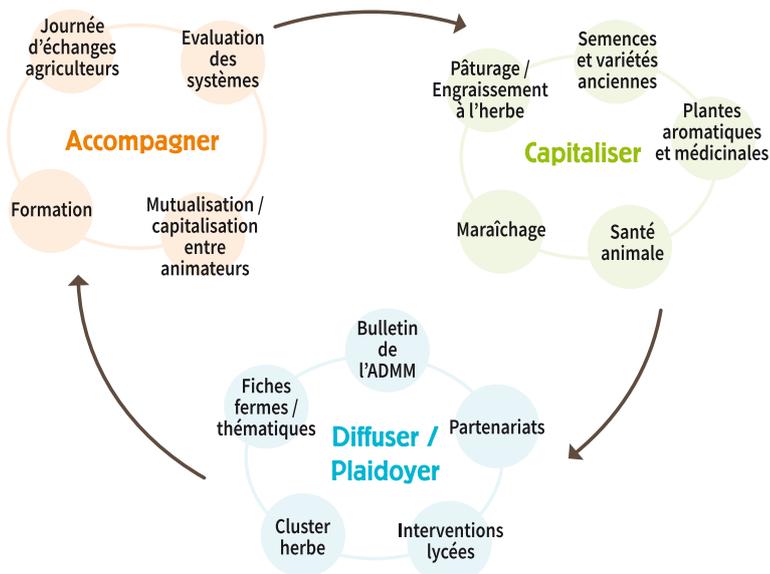
Contact : Pierre Crouzoulon - pierre@addear42.fr

Journée d'échange sur des fermes de la Châtaigneraie cantalienne portant sur la "finition des bovins en système économe"

Cant'ADEAR - en juillet 2022 | 1 jour

Intervention de Denis Alamome, spécialisé en gestion du pâturage pour une autonomie fourragère des fermes et l'engraissement au pâturage. Rencontre d'un éleveur allaitant de vaches Salers et un éleveur laitier (croisement de plusieurs races laitières) et partage de leurs expériences en conduite de boeufs et génisses à l'engraissement, avec une maximisation du pâturage pour une finition "économe".

Renseignements et inscription : Amandine Désétables
amandine.desetables@cantadear.fr 09 61 27 39 06



ADMM, qu'est-ce que c'est ?

Le réseau Agriculture Durable de Moyenne Montagne (ADMM), ce sont des paysans du Massif Central qui souhaitent vivre de leur métier en maîtrisant leur système de production de manière autonome, produisant des produits de qualité, réduisant les intrants, limitant leur impact sur le milieu et construisant des solutions adaptées à leur contexte, tout en s'appuyant sur l'expérience collective. Appuyés par leurs équipes salariées, les groupes ADMM s'organisent pour travailler collectivement ces objectifs et diffuser les résultats et connaissances obtenus.

Retrouvez-nous !

Contacts des structures qui portent depuis 2009 le réseau Agriculture durable de moyenne montagne :

Réseau CIVAM : 07 84 73 90 84 - orlane.leu@civam.org
FRCIVAM Auvergne : 04 73 61 94 04 - mellet.civam@wanadoo.fr
FRCIVAM Occitanie : 06 58 36 49 21 - betty.debourg@civam-occitanie.fr
ADAPA : 06 77 19 48 19 - contact@adapa-asso.net
CIVAM Empreinte : 06 44 03 62 33 - empreinte.civam@gmail.com
APABA : 06 65 22 06 15 - elevage@aveyron-bio.fr
Cant'ADEAR : 09 61 27 39 06 - contact@cantadear.fr
SOLAGRO : 05 67 69 69 69 - solagro@solagro.asso.fr
ADDEAR 42 : 07 60 74 80 27 - pierre@addear42.fr



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale développement agricole et rural



AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES